

Extrait du Spyworld Actu

<https://www.spyworld-actu.com/spip.php?article14339>

La DCRI suit une piste chinoise dans le dossier Renault

- Renseignement - France -



Date de mise en ligne : samedi 8 janvier 2011

Spyworld Actu

La Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) enquête sur le dossier d'espionnage industriel présumé dans lequel trois cadres de Renault sont soupçonnés, a-t-on appris vendredi de source proche du gouvernement.

Une piste chinoise est suivie, mais aucune précision n'a été fournie dans l'immédiat et la DCRI ne dispose pas à ce stade d'informations directes permettant de la confirmer, a-t-on ajouté.

"La DCRI travaille sur cette affaire. Elle est en contact avec Renault", a dit cette source. L'enquête n'a pour l'instant pas de cadre judiciaire ou administratif formel.

Ni l'Élysée ni Renault n'ont souhaité commenter l'information dans l'immédiat.

Le constructeur automobile, dont l'État français détient 15%, a mis à pied lundi trois hauts cadres, dont un membre du comité de direction, qui avaient connaissance du programme de véhicules électriques. Ils pourraient être licenciés et le groupe a annoncé qu'il porterait plainte.

Renault mise beaucoup sur cette technologie électrique dans laquelle il a décidé d'investir quatre milliards d'euros avec son partenaire Nissan.

Il s'agit, dit Renault, de protéger ses actifs stratégiques et technologiques après ce qu'il a appelé "des faits très graves". Le groupe n'a pas fourni de détails sur les faits.

Si les soupçons étaient avérés, il s'agirait de l'une des plus grosses affaires d'espionnage industriel de ces dernières années en France.

"C'est un péril globalement pour l'industrie française, l'expression 'guerre économique', là, pour le coup, parfois outrancière, est adaptée, et c'est une chose à laquelle nous devons veiller à l'avenir", a déclaré jeudi le ministre de l'Industrie, Eric Besson.

L'ÉLECTRIQUE, UN ENJEU AUSSI EN CHINE

Renault n'a pas précisé s'il porterait plainte contre ses trois cadres, contre X ou contre une société tierce. Les trois cadres du groupe ne peuvent être placés en garde en vue que dans le cadre d'une procédure judiciaire.

Fin 2007, une étudiante chinoise en stage chez Valeo

avait été condamnée à un an de prison, dont deux mois ferme, pour s'être procuré des documents confidentiels de l'équipementier automobile.

Le tribunal correctionnel de Versailles n'avait pas retenu l'accusation d'espionnage industriel et l'avait condamnée pour "abus de confiance".

La technologie de la voiture électrique, qui permet de ramener à zéro les émissions de CO2 des voitures, est désormais jugée incontournable par l'ensemble des constructeurs mondiaux et est soutenue par les pouvoirs publics à travers le monde.

L'agence Chine nouvelle écrivait mi-octobre que la production en Chine de véhicules électriques dépasserait le million d'unités d'ici 2020.

Avec un parc automobile en pleine expansion, Pékin cherche à tout prix à juguler des émissions de CO2 qui représentent déjà 70% de la pollution de l'air des grandes villes chinoises.

PSA Peugeot Citroën s'est lancé lui aussi dans l'électrique via son partenariat avec le japonais Mitsubishi.

Interrogé jeudi sur les événements survenus chez Renault, le président du directoire de PSA s'est dit "extrêmement vigilant" sur les questions de renseignement économique.

"Ce que nous mettons en place maintenant, c'est un renouvellement du code d'éthique du groupe", a ajouté Philippe Varin. Il a précisé que ce processus avait été engagé avant l'annonce des mises à pied chez son concurrent.

La France a développé des relations avec la Chine, recevant en grande pompe en novembre son président, Hu Jintao, et signant d'importants contrats.

Nicolas Bertin, Thierry Lévêque, avec Gilles Guillaume, édité par Patrick Vignal

Post-scriptum :

<http://fr.news.yahoo.com/4/20110107...>